

TOUTE SORTIE EST PROVISOIRE

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, quitter la prison relève de l'épreuve. Les gestes quotidiens, le vocabulaire, les horaires... Tout doit être réappris, sans aide ou presque. La réinsertion devient un parcours du combattant. Enquête sur ceux qui rêvent de normalité et qui, même libres, continuent à être enfermés. PAR HUBERT PROLONGEAU - ILLUSTRATIONS : HERVÉ PINEL

Il est 17 heures. Francine quitte son travail, un restaurant asiatique à Paris, où elle œuvre en cuisine depuis un mois. L'endroit lui convient. De quoi vivre un temps, en espérant... En espérant quoi ? Elle rit, sourire éclatant, crâne à moitié rasé. Après de longs mois de prison, une sortie en 2001 et un deuil qui a failli la briser, la vie a repris ses droits. Sortie d'affaire, Francine ? On la sent apaisée mais déterminée. Pour le moment, elle vit en colocation avec une junkie et son enfant. Elle rêve d'un endroit à elle. Elle doute encore de beaucoup de choses. Mais elle a deux certitudes, qu'elle énonce avec la paisible assurance de ceux qui en ont trop vu : « *La prison, plus jamais* » ; « *La réinsertion, ça n'existe pas. Si personne n'est là à la sortie, c'est fini. Il faut quelqu'un qui t'attende* ».

Justement, Francine a eu la chance d'être attendue. Hafed, l'homme qu'elle aimait, et Olivier, l'ami de toujours, celui qui la soutient encore aujourd'hui. « *Heureusement. Parce que, à la sortie, c'est autant la jungle que dedans. Et puis, tu sors avec encore plus la haine que quand tu es rentrée* ». Et elle raconte l'histoire qui courait à Fleury-Mérogis de cet homme qui, relâ-

ché du jour au lendemain, sans un sou, avait d'emblée braqué le bistrot le plus proche de la prison. Là aussi, Francine est une « privilégiée » : à sa sortie, elle possédait 12000F (1500€), gagnés en travaillant huit heures par jour à changer les étiquettes sur des strings ou à mettre des chocolats dans leur papier argenté. Mais le gros du bataillon reste sans ressources. « *Le CPIP [conseiller pénitentiaire de probation et d'insertion] m'avait donné des adresses de foyers... payants ! Si Hafed n'avait pas été là avec une chambre, qu'est-ce que j'aurais fait ? La pute ? Ça, ça paye tout de suite. Comme le vol ou la came.* »

REDEVENIR "NORMAL"

On ne sort pas de prison comme on y est rentré, avec simplement quelques années de vie gaspillées. Plus le séjour est long, plus la désocialisation est grande. C'est le premier combat : redevenir « normal ». Il s'agit d'oublier certaines attitudes devenues des réflexes. « *On voit des gens qui, debout devant la porte de leur chambre, n'entrent pas si on ne leur ouvre pas* », avance Christian Vilmer, directeur de L'Îlot, une association qui accueille d'anciens prisonniers. Le langage aussi porte la trace de la détention. Ainsi, les hébergés >



Pinel

“LA PRISON, C’EST UNE VILLE DANS LA VILLE. C’EST COMPLÈTEMENT INFANTILISANT. QUELQU’UN QUI Y EST RESTÉ VINGT ANS NE PEUT PLUS VIVRE DEHORS.” FRANCINE, EX-DÉTENUE

➤ appellent encore leur chambre leur « cellule »... Il faut réapprendre le sommeil long, qui n'est pas interrompu par des éclats de voix ; apprivoiser le confort ; redécouvrir des gens, et non pas des « codétenus » ; retrouver son autonomie, décider soi-même de son emploi du temps ; plier ses affaires dans une armoire au format plus grand que celui d'une cellule... Idriss, 32 ans, qui a passé trois ans enfermé, souffre de crises de panique dès qu'il se trouve dans des espaces trop grands. La prison habitue au confiné. D'autres développent des problèmes oculaires à force de n'avoir vu que des murs, puisque l'œil ne sait plus s'adapter aux horizons ouverts. D'autres encore souffrent d'une phobie des clés, qu'ils n'arrivent pas à prendre en main sans transpirer. A sa sortie, Francine ne supportait plus le bruit : « Je ne pouvais pas aller dans un bar. J'avais peur de tout. Les mouvements de foule me terrifiaient. La prison, c'est une ville dans la ville. C'est complètement infantilisant. Quelqu'un qui y est resté vingt ans ne peut plus vivre dehors. »

Beaucoup parlent du changement du monde qui les entoure. Lutumba, qui n'est pourtant resté que deux mois en prison, a eu l'impression, en sortant, que le Paris qu'il retrouvait n'était plus le même. Il a 28 ans, une dentition déjà en miettes et un sourire enfantin. « Les gens me paraissaient plus méchants. J'avais l'impression que les jeunes étaient plus agressifs, qu'on respectait moins les vieux. » « Quand je suis sortie, ajoute Francine, les francs avaient été remplacés par les euros. Il n'y avait plus de cabines téléphoniques. Personne ne m'en avait rien dit. J'ai des camarades de détention qui, une fois dehors, ne parlent plus que de la taule. En fait, même sorti, on ne peut plus en sortir. » Sans compter qu'il faut s'intégrer. Or, le fossé s'est creusé entre les ex-détenus et les gens « normaux », ceux « du dehors ». « Tu as honte. Peur du qu'en-dira-t-on. Tu ne te sens libre qu'avec des gens qui ont eux aussi connu la prison, mais tu n'as pas le droit de les voir », murmure Francine.

A la question « Comment prépare-t-on la réinsertion ? », Johan Karar, surveillant à Fresnes depuis douze ans, répond : « On ne la prépare pas. » Il poursuit : « C'est notre boulot, pourtant nous n'avons pas les moyens de le faire. Pas le temps, surtout. Nous voyons chaque détenu une à deux minutes par service : le parler, les repas... Le résultat, c'est quasiment 70 % de récidive. Dans beaucoup de cas, nous aurions pu l'évi-

ter. La libération dite “sèche”, sans accompagnement, consiste à rejeter les gens vers le terreau initial, qui les a incités aux délits. Donc, généralement, on sait qui va nous revenir. D'ailleurs, certains nous disent en partant : “A bientôt...” Pourtant, la demande existe. Mais, à l'intérieur, le contact devient de plus en plus difficile : la montée générale de la violence contre l'autorité ne nous épargne pas. Et, à l'extérieur, ce qui est prévu est engorgé : les CPIP ont 200 dossiers par personne ! »

Ce que confirme Evelyne Cadet, l'une de ces CPIP. « Nous sommes cruellement en sous-effectif. Il y a 63 000 détenus en milieu fermé et plus de 170 000 en milieu ouvert, pour 3 200 CPIP. On considère que chaque conseiller devrait suivre entre 60 et 80 cas : nous en sommes à plus de 130. Par endroits, cela monte à 160, voire 180 ! L'individualisation est très difficile. On finit par faire de l'abattage. Beaucoup des détenus qui sortent ne connaissent plus les règles élémentaires : manger, faire leur ménage... Nous devrions avoir un rôle éducatif, mais c'est presque impossible. Pourtant, les CPIP sont passionnés, ils y croient. Mais le métier n'est ni connu ni reconnu. On frôle l'épuisement. Et la création des contraintes pénales* a encore alourdi notre tâche. »

ESSAYER DE PRÉPARER UN VRAI PROJET

Les services pénitentiaires d'insertion et de probation (Spip), créés en 1999, sont le fer de lance administratif de la réinsertion, quand elle est amorcée. Il y en a un par département. L'antenne de Libourne, ville moyenne de Gironde (20 000 habitants), accueille 10 conseillers et une psychologue une fois par semaine. Elle suit 700 personnes, soit 850 « mesures » (certains détenus cumulent plusieurs « mesures administratives » différentes : liberté conditionnelle, port du bracelet...). Cela fait 85 mesures par conseiller, quand les règles européennes sont entre 40 et 60. Là, on se collette à la « délinquance rurale » : alcoolisme, conduite sans permis et en état d'ivresse, bagarres et petite délinquance. De courts séjours en prison, beaucoup de récidive. Dix pour cent de la « clientèle » est sous contrôle judiciaire, 75 % soumise à des sursis avec mise à l'épreuve. Les actions se partagent entre entretiens individuels et actions collectives, comme le théâtre-débat. L'idée est d'essayer de préparer un vrai projet : un logement transitoire, l'accompagnement par un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), un



travail, récupérer des droits... Le plus compliqué, c'est l'accès au logement. Pour cela, le Spip travaille avec le centre communal d'action sociale (CCAS), le CHRS, la mission locale et Pôle emploi. Après, le terrain associatif reprend la main.

« Quand ils arrivent chez nous, beaucoup n'ont plus aucun soutien extérieur, explique Arnaud Bourgoïn, le directeur du Spip de Libourne. Pas d'hébergement, pas d'amis : le CPIP devient la seule personne avec qui ils sont en contact. L'addiction, qui a été plus ou moins contenue en prison, revient en force. La prison, on ne s'en rend pas compte, mais c'est une vie réglée, où on

obéit tout le temps, où on ne prend aucune décision. Pas facile de passer d'un coup à l'autonomie. »

« Beaucoup arrivent réfractaires, en râlant, poursuit une des conseillères de la structure. Tout est compliqué : récupérer ses droits, c'est long, même quand certaines démarches – se faire refaire une carte d'identité par exemple – ont été entamées en prison. De toute façon, nous ne voyons que les volontaires. Beaucoup ne passent pas par nous. En prison, il est obligatoire qu'ils aient un suivi. Pas dehors. Comment aller chercher ceux qui se font oublier ? » Autre problème : l'argent facile. « La question est simple : ➤

“ON CONSIDÈRE QUE CHAQUE CONSEILLER DEVRAIT SUIVRE ENTRE 60 ET 80 CAS : NOUS EN SOMMES À PLUS DE 130.”
ÉVELYNE CADEL, CONSEILLÈRE PÉNITENTIAIRE DE PROBATION ET D'INSERTION

"JE TROUVE JAMAIS DE BOULOT TOUT DE SUITE. ALORS JE ZONE, JE BOIS, ET UN JOUR JE REFAIS UNE CONNERIE." FRANÇOIS, RETOURNÉ TROIS FOIS EN PRISON DEPUIS SA PREMIÈRE SORTIE

➤ *comment convaincre un gamin qui a gagné 2 000 € par jour en dealant qu'il va gagner ça en un mois ? Il faut un déclic, lui faire prendre conscience de l'absurdité de ces allers-retours avec la prison.* » Un silence. Puis, jailli du cœur : « *Tout le monde est réinsérable. Mais ce n'est pas toujours le bon moment. La justice, quand elle renvoie en prison un récidiviste, juge sa rechute et non pas ses progrès. Il y a toujours un moyen d'atteindre les gens.* »

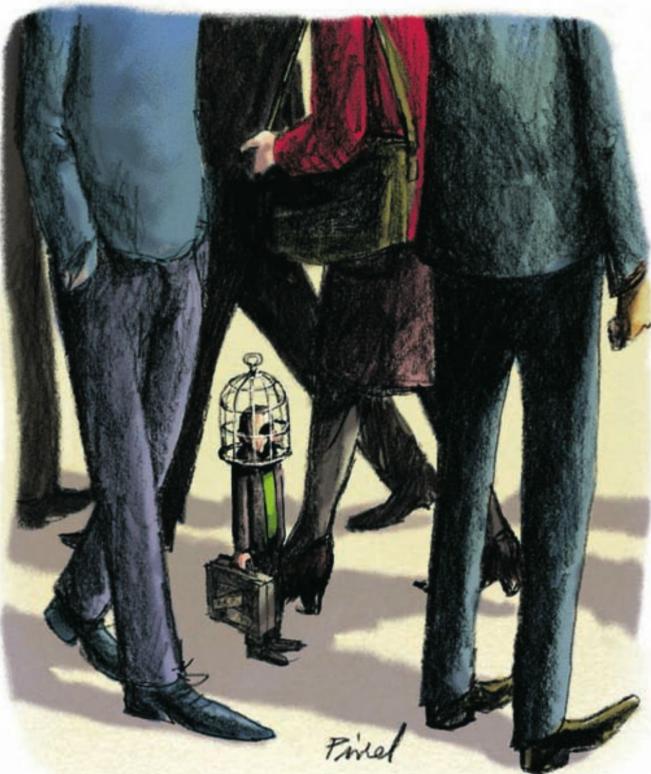
Et tant pis si cette rencontre prend du temps... Lutumba, celui qui était resté deux mois en prison et n'avait plus reconnu la capitale, a failli passer à côté de son CPIP. Pourtant, ce dernier a fait son travail. Et c'est bien le problème : le premier rendez-vous qu'il a pu donner à son « sortant » était deux mois après sa libération. Pas le temps avant, trop de monde à voir. A sa sortie, Lutumba s'est retrouvé seul. Vraiment tout seul. Avec, devant lui, deux mois de vide. Il a dormi dehors, vécu sans argent ou presque : « *J'ai failli péter les plombs. J'ai recommencé à boire.* » Quelques petits boulots de manutention permettent la survie. Arrive enfin le rendez-vous... Son conseiller lui apprend alors qu'il a droit au RSA et l'aide à obtenir son titre de séjour, puisqu'il est congolais. Aujourd'hui, Lutumba travaille pour un déménageur à des tarifs très bas, mais y croit. Il a le regard avide, presque naïf, et une envie de s'en sortir intacte.

ENTRE ENNUI ET CRAINTE DE LA RECHUTE

A Libourne, du Spip à la place de la mairie, il n'y a que quelques pas. Là, autour de la fontaine, beaucoup viennent traîner, se retrouver, boire une bière : jeunes qui errent dans cette ville un peu triste, chômeurs qui tuent le temps en attendant mieux... Leurs dialogues sont faits aussi d'ennui, de besoin de tuer le temps, répétitifs, mornes. Quelques-uns d'entre eux ont bien connu la prison. Comme François : grand, coincé dans un manteau trop petit pour lui, les bras et le bas du visage marqué de tatouages, il s'en va plusieurs fois pendant la discussion, puis revient un quart d'heure plus tard. Lui, son problème, c'était l'alcool. La cuite, la vraie, celle qui vous ronge, vous met les nerfs à vif et vous amène à la bagarre. Aujourd'hui encore, il se sent fragile : « *Quand je vais en boîte, je sens au bout d'un moment que si on me cherche on va me trouver. Alors j'y vais plus.* » Il vit dans une caravane, plantée dans le champ d'un ami. Une fille lui tourne autour. Elle n'a que 20 ans, et il parie qu'elle

cherche seulement un point de chute : « *Elle a un logement social et un boulot stable. Mais elle vit avec un copain à moi, qui picole beaucoup. Elle a peur qu'il l'entraîne au fond. Elle voudrait changer.* » Il navigue entre la crainte de la rechute, des petits boulots et un épicurisme de façade : « *Moi, je vis pour le moment présent, c'est ça que les gens ne comprennent pas.* » Moment présent peu réjouissant : depuis sa première sortie, il est retourné trois fois en prison pour de petits séjours : « *J'ai pas envie, mais je trouve jamais de boulot tout de suite. Alors je zone, je bois, et un jour je refais une connerie.* » Même si quelques opportunités le renflouent, les vendanges, des travaux au noir dans le bâtiment pour un copain entrepreneur, il ne voit pas bien pas son avenir et a le sentiment d'être laissé à lui-même.

Dans ce contexte de grande fragilité, tout ce qui ressemble à une bouée peut faire l'affaire. Certaines de ces bouées sont religieuses. Jean-Luc a la cinquantaine, une grande barbe blanche et des bretelles qui



TAULARD, POÈTE, RÉCIDIVISTE. HISTOIRE D'UN ÉCHEC

Il avait tout pour que ça fonctionne. Et pourtant... Abdel Hafed Benotman a été braqueur multirécidiviste. Il a passé dix-sept ans en prison. Mais il était aussi écrivain, dramaturge, poète, acteur, scénariste. Et sans papiers. Né en France de parents algériens en 1960, il devient automatiquement algérien en 1962. Pour obtenir la nationalité française, il devait en faire la demande. Arrivé à 18 ans, il ne l'a pas faite, car il était en détention pour un de ses premiers vols. Pendant près de vingt ans, Abdel Hafed Benotman, né à Ménilmontant et élevé à Montparnasse, a collectionné les cartes de séjour renouvelables. En 2001, il est libéré. « *Je ne critique pas la prison. Mais je la combats* », disait-il. Il l'avait combattue de l'intérieur, se heurtant à la propagande des islamistes. Il l'avait combattue de l'extérieur, animant

l'émission « L'envolée » sur Fréquence Paris Plurielle, pour accompagner ceux qui sortent. A sa sortie, tout le monde le pensait sauvé. Il avait été publié, joué, loué. Ça n'était pas suffisant : quelques mois après sa libération, il replongea pour quatre nouveaux braquages, au modus operandi tellement reconnaissables qu'ils étaient presque signés. Il retourna en prison jusqu'en 2007. « *Depuis des années, j'étais sans papiers. Je n'avais pas le droit de travailler. J'en ai eu marre de taper du fric à mes copains* », a-t-il expliqué. Il était soumis à la double peine, sous le coup d'un arrêté d'expulsion qu'il avait pourtant fait annuler en commission. D'après ses proches, il avait bu la coupe jusqu'à la lie, mangeant mal, vivant de rien, ne prenant plus les médicaments qui lui étaient nécessaires après un double infarctus à Fresnes. Il devait

aller pointer à la préfecture. Tous les six mois au début. « *Ils m'ont demandé mon passeport, que je n'étais pas obligé d'apporter. J'ai refusé, en leur citant les textes.* » Du coup, il fut convoqué tous les trois jours. « *A 7 heures du matin, précise sa compagne. A 14 heures, on le recevait pour lui dire que le dossier était égaré. Et on lui redonnait une convocation.* » Toutes ses demandes de titre de séjour et de nationalisation seront refusées jusqu'à sa mort. Pour travailler sur le film *Diamant noir*, dans lequel il jouait et dont il était scénariste, il lui fallait une autorisation temporaire de travail. Pour l'obtenir, il devait présenter un permis de séjour de trois mois. La préfecture n'a jamais accordé le papier. La Ligue des droits de l'homme s'en est mêlée. En vain. Pour autant, il n'en fit pas une excuse à sa « rechute ». « *Il pouvait être totalement rigide,*

surtout sur ses droits », continue sa compagne. « *Il ne voulait pas de ces papiers parce qu'il refuse la société qui les donne* », ajoute François Guéris, son éditeur. En 1996, en prison, il avait fait un double infarctus. Soigné seulement douze jours plus tard, il avait contracté une nécrose du cœur. Son instabilité administrative lui interdisait l'accès à des soins convenables, à moins d'emprunter continuellement à ses amis, ce qu'il refusait. En 2015, alors que s'était déclaré un œdème au poumon qu'il n'avait pu faire soigner, son cœur a lâché. Il est enterré à Ivry-sur-Seine, 44, avenue de Verdun, carré 16. Écrivain, dramaturge, poète, acteur, scénariste. Ancien taulard. Et toujours pas français. ■ H.P. A lire : *Eboueur sur échafaud, les Poteaux de torture, Marche de nuit sans lune*, d'Abdel Hafed Benotman, Rivages, coll. « Rivages Noir ».

tiennent un pantalon un peu trop grand. Enfance en banlieue parisienne, petite délinquance, envie d'une vie facile et dorée... Bilan : quelques séjours de plusieurs mois en prison, et à chaque fois un retour difficile. Il se raconte facilement, pris dans le flot de son discours au point de crier régulièrement « *Ne m'interromps pas !* » à son interlocuteur qui n'en a nullement l'intention... Ce qui l'a sauvé, lui, c'est l'islam : « *Pas celui des terroristes, pas celui de la télé.* » Celui qui l'aide tous les jours, dit-il, et l'a fait renoncer « *par respect* » à l'alcool et aux prostituées. Jean-Luc s'embrouille quand même un peu, mélange géopolitique hasardeuse et foi proclamée : « *Les flics sont passés chez moi l'autre jour, et ils m'ont dit : "Tu t'es vraiment calmé, toi..." Ben oui, je me suis calmé. Mais il n'y en a qu'un qui m'a aidé. Ce que les Spip ont raté, Allah l'a fait.* »

Idriss Hussein a connu de longs séjours à la rue, en témoigne une dentition ravagée. Enfant, il a quitté l'Ethiopie en guerre avant d'être élevé par la DDASS. La prison l'a happé, pour longtemps. Il est « l'ancien », comme l'appelle Nsombi, un jeune homme à ses côtés. Hussein est sorti de prison avec un numéro, le 115, celui du Samu social. Il épuise vite son pécule en nuits d'hôtel à 35 €, puis trouve un travail à Emmaüs. Peintre, il a

ensuite trouvé quelques chantiers, mais n'arrive pas à sortir du travail au noir. Lui et Nsombi sont logés à L'Ilôt, une de ces associations qui tentent d'épauler les efforts insuffisants de l'Etat. Une association loi 1901, employant 110 salariés et fonctionnant à 65 % avec de l'argent public. Elle se veut d'« accompagnement global », et non pas de mise à l'abri. En clair, une entreprise de réinsertion, pas un foyer d'hébergement. Les Spip la préviennent avant la sortie, et ils organisent une rencontre avec le futur sortant pendant une permission. Assistance sociale, aide au travail et au logement, récupération de carte d'identité, respect des injonctions de soin... Cela fonctionne ? « *Tout fonctionne, à condition que la personne joue le jeu* », répond Christian Vilmer, son président. « *Certains ont un vrai mental* », raconte une assistante sociale, qui rentre d'un jogging avec un des hébergés. Nsombi et Hussein sont-ils de ceux-là ? « *Ils n'ont pas envie de rester là à rien faire, ils veulent s'intégrer, avoir un travail et pas le RSA. Mais rien n'est gagné... On manque beaucoup de structures comme la nôtre, reconnaît la jeune femme. Mais on a de belles sorties.* » ■ H.P.

* Peine en milieu ouvert créée en août 2014, qui soumet le condamné à un ensemble d'obligations et d'interdictions et à un accompagnement soutenu pendant une durée qui peut aller jusqu'à cinq ans.